	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté de communes du Bassin d'Aubenas
SIRET/SIREN
SIRET : 200 073 245 00017
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
16, route de la Manufacture Royale 07200 UCEL Téléphone : 04-75-94-61-12 E-mail : a.livrieri@cdcba.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Max TOURVIEILHE, Président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
LIVRIER Alexandre, Chargé de mission PLUi

<b>Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)</b>
M. LIVRIERI Alexandre Chargé de mission PLUi  Tel : 04.75.35.78.80 / 06.08.85.24.08 Mail : a.livrieri@cdcba.fr
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</b>
Plan Local d'Urbanisme
<b>2.2 Intitulé du document</b>
PLU de la commune de Ucel.
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
PLU approuvé le 10 février 2010 <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=4.396956882&amp;lat=44.626642277&amp;zoom=13&amp;mlon=4.396957&amp;mlat=44.626642">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=4.396956882&amp;lat=44.626642277&amp;zoom=13&amp;mlon=4.396957&amp;mlat=44.626642</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Commune de Ucel (07)
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
<p>La procédure modification simplifiée n°3 porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à jour des emplacements réservés,</li> <li>- L'évolution de l'orientation d'aménagement de Jumel (zone à urbaniser opérationnelle),</li> <li>- La mise en place d'un échancier d'ouverture à l'urbanisation des orientations d'aménagement.</li> </ul>



Localisation du secteur de Jumel :



<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT « de l'Ardèche méridionale » qui a été approuvé le 21 décembre 2022.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
UCEL appartient à la Communauté de Communes du bassin d'Aubenas, qui a approuvé son PCAET le 7 décembre 2021.

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
En 2010, l'élaboration du PLU n'a pas fait l'objet d'une consultation au Cas par cas.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale



<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification n°1 approuvée le 17 mars 2014 ;</li> <li>- Modification simplifiée n°1 approuvée le 9 octobre 2015 ;</li> <li>- Modification simplifiée n°2 approuvée le 19 février 2017 ;</li> <li>- Arrêté de mise à jour des servitudes d'utilité publique en date du 18 mai 2020.</li> </ul>
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification n°1 approuvée le 17 mars 2014 ;</li> <li>- Modification simplifiée n°1 approuvée le 9 octobre 2015 ;</li> <li>- Modification simplifiée n°2 approuvée le 19 février 2017 ;</li> <li>- Arrêté de mise à jour des servitudes d'utilité publique en date du 18 mai 2020.</li> </ul>

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Il s'agit d'une modification simplifiée au titre des articles L.153-45 et 47 du Code de l'Urbanisme.
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
<b>4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)</b>
2 056 habitants en 2020.

<b>4.2.2 Caractéristiques spatiales</b>				
Superficie totale (en hectares)	558,9 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	186,6	33,4%	186,6	33,4%
zones 1 AU	3	0,5	3	0,5
zones 2 AU	8,4	1,5	8,4	1,5
zones A	23,5	4,2%	23,5	4,2%
zones N	337,4	60,4%	337,4	60,4%
Total	558,9	100%	558,9	100%
<b>4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).</b>				
Le PLU approuvé en 2010 ne fixait pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation foncière. Objectifs du PADD :				



### THEME N°1: LA POLITIQUE DE L'HABITAT ET DE DEVELOPPEMENT URBAIN

L'objectif démographique de la commune est de pouvoir accueillir 2500 habitants à un horizon de 10 ans.

Il devient toutefois impératif de mettre en place une politique de l'habitat et de développement urbain adaptée au contexte socio-économique actuel, notamment en vue d'atténuer le phénomène de vieillissement de la population constatée à Ucel. Les objectifs sont :

- Proposer plusieurs formes d'habitat
- Densifier les zones situées déjà en partie urbanisées et équipées présentant des parcelles libres (les « dents creuses ») et favoriser les opérations d'aménagement d'ensemble (petits lotissements qualitatifs, programmes d'habitat groupé ...).
- Permettre le développement de la construction tout en respectant les grandes composantes environnementales et paysagères:

### THEME N° 2 : L'AMENAGEMENT DES LIEUX DE CENTRALITE

Les objectifs sont :

- Mettre en valeur et sécuriser l'entrée de ville (côté St Privat) et retraiter la voirie en traverse urbaine entre le pont sur le Jumel et le pont sur l'Ardèche.
- Continuer les efforts d'aménagements urbains entrepris au quartier du Pont d'Ucel (Mise en valeur de la place de la Poste, démolition d'un îlot le long de la RD 578 bis, Aménagement de la place de la Mairie ...).
- Aménager l'espace Deydier comme un véritable espace de loisirs à vocation intercommunale.
- Poursuivre la mise en valeur des berges de l'Ardèche.
- Prévoir un renforcement des équipements publics dans le secteur Poisson-Olivet bas.
- Préserver la partie boisée de l'Olivet bas (Cèdres, Pins parasols ...).
- Permettre l'accueil de commerces et donner une vocation mixte à la zone située en bordure du giratoire (habitat et commerces).
- Assurer des liaisons piétonnes et cyclables entre les différentes entités qui constituent et constitueront ce quartier.

### THEME N° 3 : LES ACTIVITES ECONOMIQUES, DE SERVICES ET D'EQUIPEMENTS

#### Les activités artisanales et industrielles :

Une zone d'activités intercommunale (pays d'Aubenas-Vals) a été aménagée au niveau du lieu-dit Chamboulas, le long de la RD578b. Cette zone d'activités permet à la communauté de communes d'accueillir plusieurs entreprises (9 lots sur 5,4 hectares) et de répondre à une réelle demande d'installation d'activités industrielles et artisanales.

#### Les activités commerciales et de services:

Dans un souci de renforcer le rôle central des quartiers de Pont d'Ucel, la municipalité souhaite favoriser l'implantation de commerces de proximité et de services à la population au niveau du giratoire, dans la partie non inondable de la rivière Ardèche.

Cet objectif est par ailleurs complètement compatible avec un aménagement plus global du quartier (traverse urbaine, aire naturelle de loisirs ...) et s'inscrit géographiquement en continuité des aménagements récemment entrepris (Mairie, salle polyvalente ...), selon un principe de « grande rue ». Il est également envisageable de « mixer » l'opération avec des programmes d'habitat, afin d'une part de rentabiliser le terrain disponible et d'autre part d'offrir des logements de qualité et bien situés.

#### La politique en terme d'équipements :

Les objectifs communaux sont :

- Répondre aux besoins des personnes âgées et leur assurer un service d'équipement public et commercial minimum au niveau des quartiers de Pont d'Ucel.
- Conforter les équipements scolaires et de loisirs.
- Sécuriser et faciliter les déplacements en améliorant les voiries urbaines et rurales (emplacements réservés pour élargissement de voie, créneau de rangement, aires de retournement, petits espaces de stationnement...).
- Assurer la meilleure desserte en réseaux des zones urbanisées et urbanisables (Eau potable, Assainissement, eaux pluviales ...).
- Prévoir l'extension du cimetière.

### THEME N°4 : L'ENVIRONNEMENT, LES PAYSAGES ET LES RISQUES NATURELS

La configuration du territoire implique de prendre en compte les dimensions environnementales, patrimoniales et paysagères. La municipalité est consciente de ses atouts naturels et souhaite appliquer les orientations suivantes :

- Privilégier, dans la mesure du possible, la protection des lignes de crêtes boisées de toute forme d'urbanisation nouvelle et envisager le classement de certains secteurs sensibles en « espaces boisés classés ».
- Mettre en valeur le patrimoine bâti de la vallée du Gruel.
- Mettre en valeur et préserver les abords du vieil Ucel, site inscrit et véritable témoin architectural de la commune.



- Maintenir la zone agricole de Dugradus et afficher sa double vocation (espaces de loisirs et sportifs et zones agricoles)
- Encourager les démarches visant à entretenir et développer les chemins de randonnées.
- Respecter les préconisations issues du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI).
- Prendre en compte les impératifs de lutte contre les incendies (pistes forestières, hydrants, plates formes de retournement. ..).

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente procédure a pour objectif de :

- mettre à jour la liste des emplacements réservés,
- modifier l'orientation d'aménagement de Jumel afin de créer deux secteurs urbanisables avec des temporalités différentes,
- mettre en place un échéancier d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser.

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

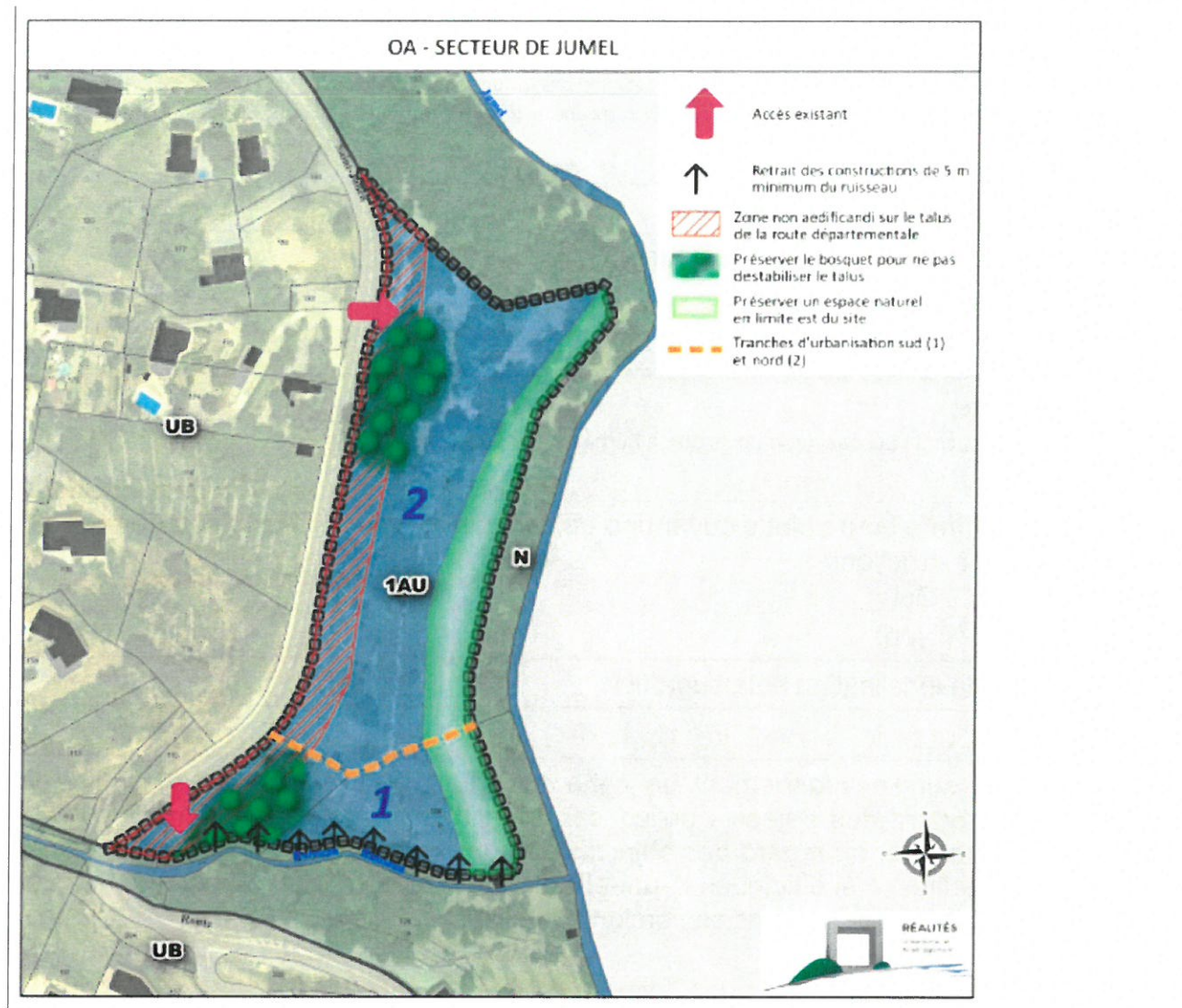
☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La modification de l'orientation de Jumel va permettre d'imposer des densités bâties minimum :

- Sur le secteur Nord une densité de 16 logements à l'hectare est demandée sur la surface nette (constructible hors recul et protection des arbres et bosquets)
- Sur le secteur Sud une densité de 14 logements à l'hectare est demandée sur la surface nette (constructible hors recul et protection des arbres et bosquets)



#### 4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

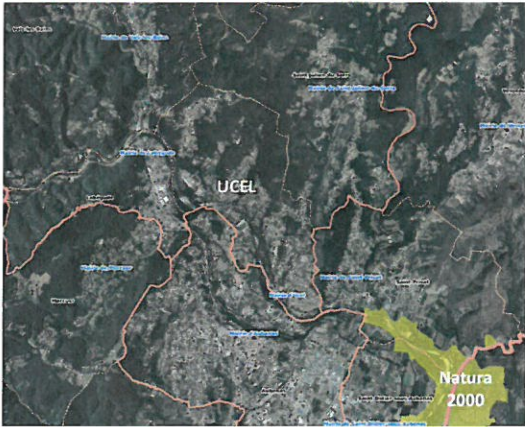
☒ Non

**Si oui, préciser les effets**


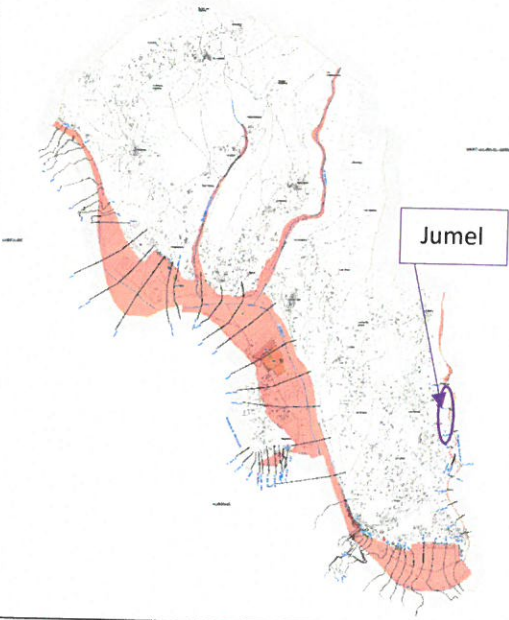
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

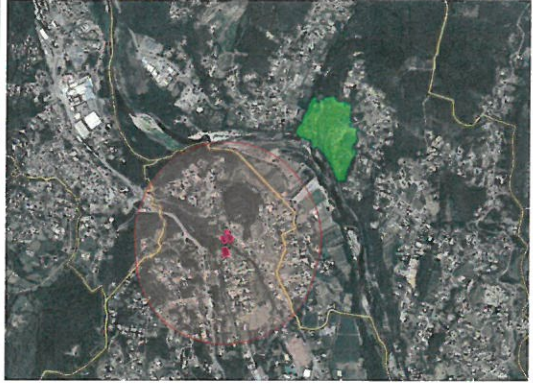
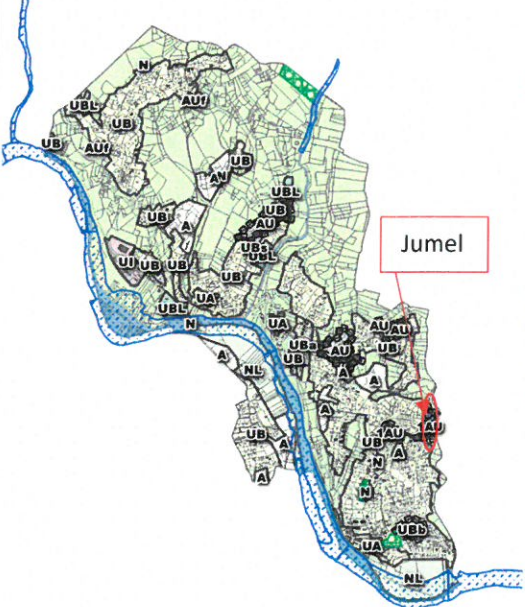
#### 5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les dispositions de la Loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les dispositions de la Loi littoral.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune ne comporte pas de zones Natura 2000.</p> <p>La zone la plus proche est la « <b>Moyenne vallée de l'Ardèche, pelouses du plateau des Gras</b> » Directive habitats Identifiant : FR8201657</p> 
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune est comprise dans le périmètre du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas comprise dans un périmètre de réserve naturelle.



Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par le site inscrit du hameau du grand village (22/12/1945).</p> 
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques technologiques.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Plan de Prévention du Risque inondation de l'Ardèche a été approuvé par arrêté préfectoral le 11 décembre 2019.</p> 
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

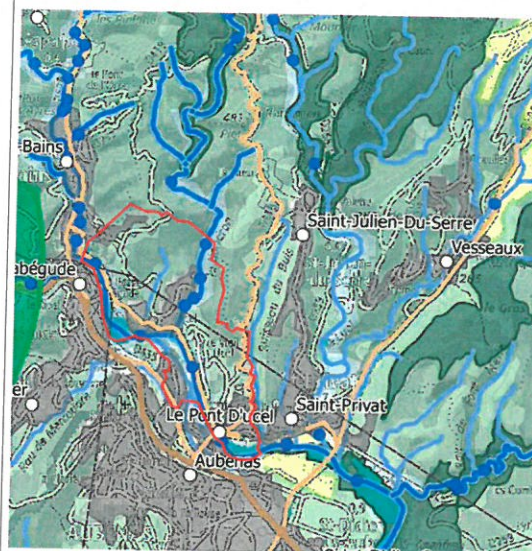
carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par le périmètre de 500 mètres autour de la « Grange monastique du Cheylard » localisée sur la commune voisine de Aubenas</p> 
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire est également concerné par les zones humides recensées par le département de l'Ardèche. Ces zones humides sont essentiellement liées au cours d'eau Ardèche.</p> <p>L'OA de Jumel n'est pas concernée par une zone humide.</p> 



Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)



Le SRADDET a été approuvé, remplaçant le SRCE. La cartographie du SRADDET reprends les enjeux déjà définis dans le SRCE. La commune est notamment concernée par des espaces naturels perméables et une trame bleue organisée autour de la rivière Ardèche.



#### Trame verte

Réservoirs de biodiversité

Corridors linéaires

Corridors surfaciques

#### Trame bleue

Cours d'eau de la trame bleue

Zones humides

(inventaires départementaux)

#### Espaces perméables relais

Espaces perméables liés

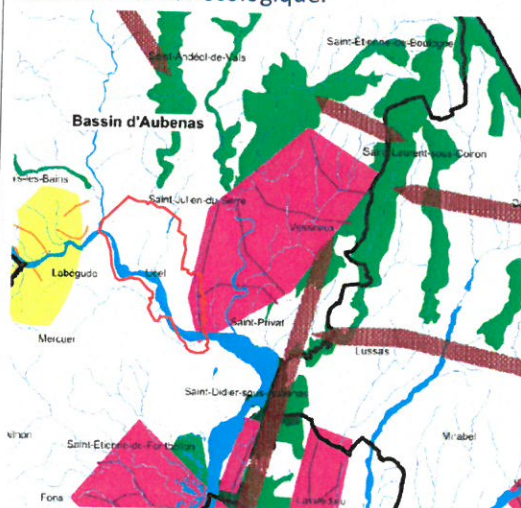
aux milieux terrestres

Espaces perméables liés

aux milieux aquatiques

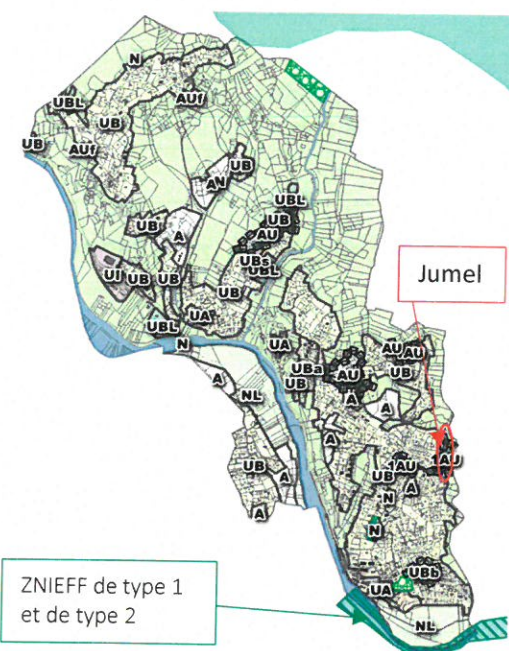
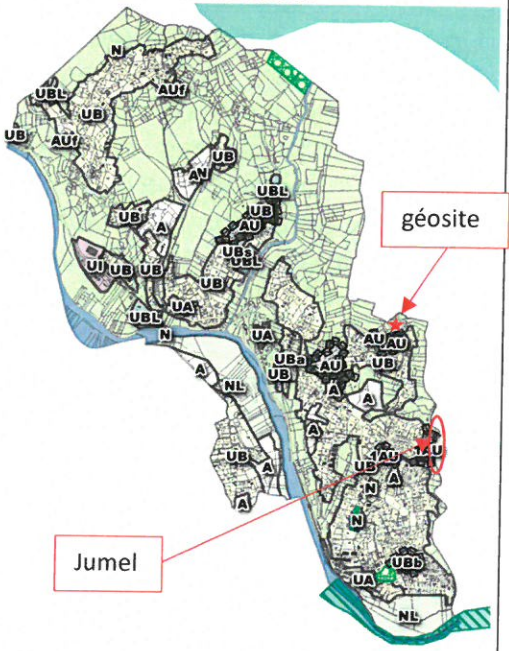
Autres cours d'eau

Dans le SCOT de l'Ardèche méridionale, la commune se trouve en limite d'une zone de vigilance liée à un corridor écologique.



		<div data-bbox="909 190 1420 448"> <p><b>Trame verte:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reservoirs de biodiversité prioritaire</li> <li>Reservoirs de biodiversité secondaire</li> </ul> <p><b>Trame bleue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Linéaires aquatiques (cours d'eau)</li> <li>Surfaces aquatiques (espace de mobilité, tampon 10m à partir des berges, zones humides)</li> <li>Espace tampon de 10m de chaque côté des berges (hors espace artificialisé)</li> </ul> <p><b>Les espaces à corridors</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Axes fuselés 1/100 000e</li> <li>Espace de vigilance 1/30 000e contenant les corridors</li> <li>Corridors 1/30 000e</li> <li>Secteurs à enjeux 1/10 000e contenant les corridors</li> <li>Corridors 1/10 000e</li> <li>contour intercommunal</li> <li>contour communal</li> </ul> </div> <div data-bbox="906 492 1439 1108"> </div> <div data-bbox="909 1120 1420 1344"> <p><b>Trame verte:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reservoirs de biodiversité prioritaire</li> <li>Reservoirs de biodiversité secondaire</li> <li>Espace de vigilance 1/30 000e contenant les corridors</li> <li>Corridors 1/30 000e</li> <li>Espace artificialisé</li> <li>contour intercommunal</li> <li>contour communal</li> </ul> <p><b>Trame bleue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Linéaires aquatiques (cours d'eau)</li> <li>Surfaces aquatiques (espace de mobilité, zones humides)</li> <li>Espace tampon de 10m de chaque côté des berges (hors espace artificialisé)</li> </ul> <p><b>Espace de nature ordinaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pelouse sèche du Bas Vivarais présente dans les espaces naturels ou agricoles</li> </ul> </div>
<p>Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<p><input type="checkbox"/></p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p> <p>La commune de Ucel est concernée par une ZNIEFF de type 1 (Ripisylve et lit majeur de l'Ardèche) et une ZNIEFF de type 2 (ensemble fonctionnel formé par l'Ardèche et ses affluents : Ligne, Baume, Drobie, Chassezac...) se superposant. Elles sont associées au cours d'eau Ardèche.</p>



			 <p>ZNIEFF de type 1 et de type 2</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe pas d'espace naturel sensible sur la commune
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Il n'existe pas d'arrêté de biotope ou de zone prioritaire pour la biodiversité.</p> <p>Un site est identifié fait partie des 61 géosites du PNR des Monts d'Ardèche. Il s'agit du géosite à traces de dinosaures du Sartre.</p>  <p>Jumel</p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU identifie des espaces boisés classés au Nord du territoire ainsi qu'au sein de l'enveloppe urbaine. La procédure de modification simplifiée ne réduit pas d'espace boisé classé.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU de la commune de Ucel ne comporte pas de trames de protection.

<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné par la révision avec examen conjoint n'est pas affecté par le risque inondation lié au PPRI.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de Jumel n'est pas affecté par une installation classée.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de Jumel n'est pas concerné par une servitude liée aux terrains pollués.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'y a pas de risque minier sur le périmètre d'orientation d'aménagement de Jumel
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'y a pas de site Natura 2000 sur le territoire communal



D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de Jumel est intégré au PNR des Monts d'Ardèche comme le reste de la commune mais ne fait pas partie d'un cœur de parc national.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe pas de réserves naturelles sur la commune.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de Jumel n'est pas localisé au sein d'un site inscrit ou classé.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de Jumel ne fait pas partie d'un site patrimonial remarquable.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de Jumel n'est pas concerné par un périmètre des abords des monuments historiques.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune zone humide n'est identifiée sur le secteur de Jumel.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</i>  Le site de Jumel n'est pas intégré dans un corridor écologique ou dans un réservoir de biodiversité. L'orientation d'aménagement garde des distances significatives par rapport à l'ensemble du réseau hydrographiques.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site de Jumel, comme les emplacements réservés mis à jour, sont situés en dehors de toute ZNIEFF.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site de Jumel n'est pas compris dans un espace naturel sensible.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site de Jumel n'est concerné par aucun arrêté de protection de biotope, ni par un arrêté identifiant le site comme d'intérêt géologique ou prioritaire pour la biodiversité. Il en est de même pour les emplacements réservés. Le géosite se trouve au nord du territoire communal.

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site de Jumel n'affecte aucun espace boisé classé. La mise à jour des emplacements réservés ne concerne aucun EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU identifie des coursiers historiques comme éléments bâtis au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme ; Aucun de ces éléments n'est remis en question par l'évolution du secteur de jumel ou par l'évolution des emplacements réservés.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU n'identifie pas de secteur au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

☐ Oui  
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Octobre 2023

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

La procédure sera soumise à l'avis des personnes publiques associées obligatoires dans le cadre de l'évolution d'un PLU sans diminution des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée



- enquête publique
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique
<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
La modification simplifiée du PLU fait l'objet d'une mise à disposition du public.

8. Annexes	
8.1 Annexes obligatoires	
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ). <input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> ) <input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i> <input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant	
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent	
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
Communauté de communes du Bassin d'Aubenas			
(personne publique responsable)			
Fait à	Ucel	le, 02/10/23	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	TOURVIEILHE	Prénom	Max
Qualité	Président		

## Annexe II

Signature

